



## DECLARATION FSU – CDEN 59

16 novembre 2022

A l'heure des bilans, et avant les prochaines opérations de préparation de rentrée, il apparaît important pour la FSU, de faire un état de « l'école de la confiance » que nous a bâtie et laissée Jean-Michel Blanquer.

Les services publics sont malmenés depuis de nombreuses années, à l'hôpital comme à l'école, les réformes et les suppressions de postes ont profondément dégradé les conditions de travail des personnels sur le terrain, ainsi que les conditions d'accueil des usagers. Dans l'éducation, la séquence médiatique, fin août, sur le manque d'enseignants ou, il y a quelques jours, la décision du ministère de prolonger les inscriptions aux concours d'enseignement, faute de candidats, témoigne du manque d'attractivité qui s'est installé dans, ce que quelques-uns qualifient encore, le « plus beau métier du monde ». Ce que certains découvrent ou tentent encore de minimiser n'est, hélas, pas une surprise pour la FSU qui n'a cessé d'alerter sur les conséquences désastreuses des décisions du Ministre Blanquer pour les conditions de travail des élèves et des personnels dans les établissements scolaires. Nous rappellerons ici les 7900 suppressions de postes dans le second degré public, soit l'équivalent de 175 collèges rayés de la carte en 5 ans ! Ces cinq dernières années n'ont pourtant pas été de tout repos pour les personnels. Ils ont dû faire face, souvent seuls, à l'épidémie de COVID qui a impacté fortement les conditions d'apprentissage des élèves. Les enseignants voient, chaque année, le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers croître dans les classes sans que les effectifs de celles-ci en soient réduits, ou que les moyens humains pour accompagner ces élèves soient à la hauteur des enjeux. Enfin, les établissements scolaires accueillent également un nombre de plus en plus important d'enfants allophones qui sont plongés du jour au lendemain dans des classes ordinaires sans avoir un accès rapide à un dispositif d'apprentissage du français. En effet, alors que les UPE2A devraient apporter les conditions idéales pour cet apprentissage, les moyens sont insuffisants et ne correspondent que trop souvent à quelques heures par semaine. On demande alors aux équipes des établissements et aux enseignants non formés d'accueillir ces élèves dans leurs classes où les difficultés ne manquent déjà pas.

Ces situations, auxquelles les collègues et les écoles du département n'échappent pas, mettent les personnels en difficulté. Ils sont pour beaucoup épuisés de travailler dans des conditions toujours plus dégradées et de ne pas parvenir à faire correctement leur métier. Les premiers résultats du baromètre ministériel du bien-être des personnels témoignent de ce mal-être puisque la moitié d'entre eux signale un sentiment d'épuisement professionnel élevé. Et comme si ça ne suffisait pas, cette perte de sens de nos métiers a été accompagnée d'un gel des salaires pendant quasiment 12 ans, ce qui fait qu'aujourd'hui, la 7e puissance économique mondiale fait partie des pays de l'OCDE qui paye le plus mal ses enseignants. Sans oublier les séquences répétées de Prof bashing entretenues parfois par des membres du gouvernement ou le Président lui-même, comme en mars dernier où il faisait passer les enseignants pour ceux qui ne font pas d'efforts. Depuis, les choses semblent avoir un peu changé et, à part quelques irréductibles, personne ne peut encore contester la nécessité d'augmenter sans contrepartie les salaires des enseignants, et plus largement, de l'ensemble des personnels qui concourent au service public d'éducation. Pourtant, les personnels ne voient toujours rien venir, ils ont même l'impression d'être une nouvelle fois roulés dans la farine car après chaque intervention du Ministre Ndiaye ou de ses collègues du gouvernement, la revalorisation tant de fois promise ces derniers mois semble de plus en plus s'éloigner et ressembler, une nouvelle fois, à une tromperie !

Les questions des conditions de travail, des salaires, et du sens de nos métiers sont pourtant centrales pour les rendre attractifs et permettre la réussite de tous les élèves. Il n'y a pas besoin d'un grand débat, d'un nouvel observatoire, d'un nouveau rapport, d'une énième concertation pour agir rapidement. Si on ne fait pas le plein au concours, si les démissions

sont en hausse, c'est parce que les métiers sont mal rémunérés, c'est parce que les conditions de travail se sont dégradées. La réponse du gouvernement ne peut pas être « on va un peu mieux vous payer mais pas beaucoup, pas tout de suite et il faudra travailler plus, dans les mêmes conditions ». Si l'on veut redonner de l'attractivité au métier d'enseignant afin qu'il redevienne l'un des plus beaux métiers du monde, il faut commencer par respecter les personnels en leur donnant un salaire décent et les moyens de pouvoir remplir leurs missions au quotidien avec les élèves dans leurs classes. Pour la FSU, soumettre la revalorisation à la signature d'un pacte, quel qu'il soit, est inacceptable. Il y a urgence à revaloriser les salaires de l'ensemble des personnels et sans contrepartie, afin de rémunérer les missions déjà effectuées à leur juste valeur. Il y a urgence à améliorer les conditions de travail des personnels et des élèves en baissant les effectifs dans les classes et en créant les postes nécessaires à la prise en charge de toutes les difficultés dans les établissements. C'est par ces actes que passera le rétablissement de la confiance des personnels envers leur institution.